

Le Conseil du Fampihavanana malagasy (CFM) a élaboré une proposition de charte d'apaisement à distribuer aux candidats à la présidentielle. Cette charte contient entre autres des règles liées à l'éthique et à la morale, ainsi que les obligations des candidats vis-à-vis de la loi.

Le KMF/CNOE a lancé un appel à une collaboration entre le Bianco et le Samifin pour **contrôler l'origine des fonds de campagne des candidats**. Une recommandation qui nécessiterait que soient amendés les textes qui régissent le fonctionnement de ces deux organes, selon *Midi*. Après des atermoiements une longue attente, les membres de la **Commission de contrôle du financement de la vie publique** ont été nommés par décret. Les candidats et les partis qui les soutiennent devront posséder un compte unique de campagne couvrant la période des 6 mois précédant le scrutin. Une disposition qui ne sera pas appliquée puisque cette exigence ne prendra effet qu'à la date limite de dépôt des candidatures, le 21 août, pour une élection dont le 1er tour est prévu le 7 novembre. Les dépenses engagées dans le cadre de la pré-campagne ne seront donc pas contrôlées. A noter en outre que les fonds de campagne ne sont pas plafonnés. **Le mouvement de la société civile Rohy interpelle lui aussi sur les enjeux de la transparence des fonds de campagne des candidats**. Sources et montants doivent être portés à la connaissance de tous selon lui. L'absence de plafonnement des dépenses de campagne autorisera selon lui une débauche de moyens de la part de certains candidats et pourrait ouvrir la voie à des achats de vote. Rohy requière une attention toute particulière sur le financement étranger des campagnes et leurs éventuelles contreparties.

Le coût de la campagne présidentielle de 2013 aurait été le plus élevé au monde par voix obtenue, selon une étude de l'UE de 2016 passée inaperçue et publiée sur sa page *Facebook* par la Fondation politique allemande Friedrich Ebert. Hery Rajaonarimampianina aurait ainsi dépensé 43 millions de dollars pour sa campagne, soit 21,5 dollars par voix obtenue.

Par *NewsMada* sur 30/08/2018 ■ Caricatures, NS Français



Les membres du gouvernement ont été interdits de meeting politique durant les campagnes. La HCC a émis cet avis suite à la requête déposée le 17 juillet par le premier ministre aux fins d'interprétations des dispositions de la Constitution. Les trois grandes formations politiques HVM, TGV/Mapar et TIM devraient théoriquement se passer de certains de leurs leaders, ministres en exercice, mais la presse note que certains d'entre eux ont déjà largement participé à la pré-campagne, qui ne fait l'objet d'aucun encadrement. Le chef de l'Etat et ses ministres se rependent en inaugurations tous azimuts avant l'entrée en vigueur de ces dispositions.

L'utilisation d'hélicoptères pour la collecte des résultats a été confirmée. L'Afrique du Sud offrera les appareils. Ils seront prioritairement déployés dans les zones enclavées et dans lesquelles la sécurité n'est pas assurée.

La requête du HFI de Pety Rakotoniaina déclarée irrecevable par la HCC. Le mouvement avait saisi son président pour demander l'avis de la Cour sur la juridiction compétente pour juger Andry Rajoelina, accusé d'avoir prolongé la période de transition pour se maintenir au pouvoir et de s'être enrichi illicitement par divers trafics. **D'autres requêtes ont été déposées** pour obtenir l'annulation des candidatures de Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, accusés d'avoir fomenté des coups d'Etat en 2001 et 2009, ainsi que celles de l'ancien ministre Paul Rabary et du dirigeant de l'Eglise Apokalipsy, le pasteur Mailhol. Des requêtes qui n'ont, elles aussi, aucune chance d'être prise en compte car non conformes aux textes en vigueur.

Redoutant la survenue d'une nouvelle crise postélectorale, **la SADC appelle toutes les parties à la retenue et à la préservation d'un « environnement pacifique »**. Des émissaires de la SADC sont attendus dans la Grande île début septembre. Comme à l'accoutumé, ces visites sont perçues comme une immixtion de l'organisation régionale dans les affaires de la Grande île.

Le SeFaFi s'en est pris sévèrement à la HCC de Jean-Eric Rakotoarisoa, ancien membre de ce même Observatoire. Il lui est reproché de jouer un rôle excessif dans la vie de la nation, d'être budgétivore et d'excéder ses prérogatives en rendant des avis politiques. Il est hautement souhaitable, déclare le SeFaFi, « *qu'elle respecte pour elle-même et qu'elle fasse respecter par les autres le verdict des urnes et la sincérité du prochain scrutin* »

Le dépôt de candidature à la présidentielle s'est ouvert en début de mois. A la clôture, le 21 août, 46 dossiers avaient été déposés à la HCC. 10 dossiers non conformes ont été invalidés mais aucun obstacle n'a été mis à la candidature de Marc Ravalomanana et d'Andry Rajoelina. En avril, c'est la crainte d'une invalidation des dossiers de ces candidats qui avait été à l'origine des manifestations de l'opposition et de la crise politique. **36 candidats participeront donc officiellement à la course à la magistrature suprême. Pour Tribune et Midi, la présidentielle 2018 s'apparentera à un règlement de compte à hauts risques entre Ravalomanana, Rajoelina, Rajaonarimampianina et Ratsiraka**. Un affrontement direct entre les deux premiers que la communauté internationale avait interdit lors de la dernière présidentielle. Cette élection devra également permettre à Andry Rajoelina de régler son différend avec l'actuel président de la République que ses partisans ont accusé de trahison alors qu'ils l'avaient propulsé à la magistrature suprême lors de l'élection de 2013. Didier Ratsiraka, âgé de 82 ans, a créé la surprise en déposant in extremis sa candidature.

La publication de la liste officielle des candidats et l'attribution par tirage au sort des numéros d'ordre sur le bulletin unique a sonné **une entrée fracassante des protagonistes dans cette nouvelle phase de la pré-campagne**. Les meetings s'enchaînent à un rythme effréné, les inaugurations se multiplient et les promesses fusent, les insultes

réiproques également. Tous les ministres sont mobilisés, aucune des restrictions imposées par la loi électorale ne s'appliquant à cette période dite de « *pré-campagne* » qui se poursuit et s'accélère. Pour *Midi*, nombre de petits candidats se présentent avec pour seul objectif de marchander leurs voix lors du second tour en vue d'obtenir par la suite un poste ministériel. Certaines formations politiques chercheraient tous les moyens pour éviter un « *premier tour dia vita* ». Une manœuvre de dispersion de voix permettant de négocier des ralliements.

SCRABBLE POLITIQUE



Le rassemblement pastoral de l'Eglise protestante FLM à Antsirabe a donné la parole à Andry Rajoelina. Hery Rajaonarimampianina et Marc Ravalomanana quant à eux se sont retrouvés à Toamasina dans le cadre de la célébration du cinquantenaire de l'Eglise FJKM. **Les trois candidats rivalisent d'attention à l'égard des Eglises chrétiennes.** Le FFKM a dressé le portrait-robot du président qu'elle appelle de ses vœux. Il exhorte les citoyens à se rendre aux urnes et « *à faire le bon choix* ». L'élu devra être une personnalité dotée de grande piété, prête à servir la nation et le peuple, ayant déjà fait ses preuves et disposée à redresser le pays ; une personne d'ouverture qui accepte de collaborer avec toutes les mouvances et enfin une personnalité intègre, loyale et honnête.

Une dizaine de candidats dont le dossier a été validé envisageraient de décréter un boycott de la présidentielle pour protester contre l'absence de contrôle de la CENI et de la HCC sur les abus et « *dérapages* » commis par certains gros candidats. Ils reprochent également à l'Etat son impuissance à contrôler les moyens matériels et financiers déployés par certains candidats et notamment son refus de d'interdire les financements étrangers.

Les préoccupations relatives à l'insécurité ont encore été très présentes dans les médias, qui font état d'attaques de **coupeurs de route et d'exactions commises par des bandes de dahalo**, accompagnées parfois de prise d'otages. Des touristes ont été attaqués par des dahalo dans leurs hôtels. 27 écoles de cinq zones d'administration pédagogique de Tsaratanàna ont été fermées depuis mars en raison de l'insécurité. Une situation qui s'est répercutée dans certaines zones sur les résultats à l'examen du CEPE. Des affrontements sanglants entre deux villages de la région Anosy ont fait 14 morts. Plusieurs cas de **vindictes populaires** ont encore été signalés. **Selon la CNIDH, des frustrations publiques couvent et déclenchent une colère collective grandissante**, d'où une effrayante multiplication des actes de vindictes populaires, tant dans les agglomérations qu'en milieu rural.

Un conflit a opposé la police nationale et la communauté locale d'une aire protégée dans le district de Farafangana. La population dénonce le comportement des agents du commissariat qui se livreraient à des arrestations abusives et maintiendraient des prévenus en détention préventive hors cadre légal. Des détenus auraient été battus pour obtenir des aveux.

Plusieurs **enlèvements contre rançon** sont encore à déplorer. Une pratique qui tend à se banaliser et à ne plus se limiter à la communauté indo-pakistanaise. **Des enfants ont été pris en otage.**

Les forces de l'ordre ont contrecarré un projet de kidnapping lors d'une course poursuite et d'échanges de tirs avec cinq membres d'un gang lourdement armé. Six individus dont trois sont suspectés d'être les auteurs principaux du rapt des quatre ouvriers de la Kraoma à Tsaratanàna ont été arrêtés par les forces de l'ordre.

Un accord a été conclu entre Madagascar et la France en vue de lutter contre l'insécurité et les kidnappings.

Le Pôle anti-corruption (PAC) d'Antananarivo entre en action. En liaison avec le Bianco, la nouvelle juridiction doit prendre en charge cinq importants dossiers que la Chaîne pénale, à laquelle elle succède, n'avait pas pu finaliser. Une partie d'entre eux concernent l'ex-conseillère de la présidence Claudine Razaimamonjy et ses prête-noms mais pour la HCC, la procédure engagée à l'encontre de Jean Razafindravonona, ancien ministre des finances et du budget impliqué dans l'affaire, est contraire à la Constitution. Jean Razafindravonona est justiciable devant la Haute Cour de Justice (HCJ) récemment mis en place.

Un appel à candidature a été lancé pour la constitution du 2e PAC qui devra être implanté à Toamasina et être opérationnel avant la fin de l'année.

L'ACAT Madagascar dénonce les conditions carcérales. L'association a effectué une enquête à la maison carcérale d'Antanimora, mettant en évidence que près de 50 % des détenus interrogés n'ont pas encore été jugés. La plupart d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt et certains ne connaissent même plus la date de leur incarcération.

La CNIDH demande instamment au nouveau ministre de la sécurité publique de signer les ordres de poursuite nécessaires pour que les crimes perpétrés par les fonctionnaires de police ne restent pas impunis. Aucun ordre de poursuite n'a en effet été signé, ce qui bloque l'ouverture des poursuites judiciaires. La Commission se dit prête à collaborer avec les entités concernées pour se pencher sur l'opportunité et les moyens d'abolir cet obstacle flagrant à l'effectivité de dispositions fondamentales de la Constitution.

Le vice-président du SMM et président de la Solidarité syndicale de Madagascar (SSM), informe qu'il portera plainte contre la primature pour non-application de décision du tribunal concernant les syndicalistes grévistes d'Air Madagascar et de la Jirama qui n'ont pas encore été autorisés à réintégrer leur poste.

Selon des études de performances fiscales, la **dégradation de la gouvernance** au cours des dix dernières années aurait **réduit la croissance économique de Madagascar d'au moins 0,5 % par an**.

Suite à de suspicions de malversations, **le directeur général et le directeur administratif et financier de l'ENMG ont été remplacés**. Les responsables limogés font l'objet d'une enquête. Les candidats au concours de l'ENMG devront attendre les conclusions des investigations en cours pour connaître la date de reprise du processus de recrutement.

Affaire de corruption impliquant la Croix-Rouge malgache : le Bianco se saisit du dossier. La Croix-Rouge norvégienne avait suspendu sa coopération au mois d'avril après publication d'un rapport relatant de graves faits de corruption de la part son partenaire.



Le gouvernement a annoncé vouloir créer un centre d'enfouissement de déchets médicaux radioactifs, provoquant une vive inquiétude dans les médias et les réseaux sociaux. Wake Up Madagascar s'interroge sur le sort actuellement réservé aux déchets radioactifs hospitaliers.

Un enfant de moins de cinq ans sur deux est affecté par un retard de croissance dû à la malnutrition chronique. De ce fait, **la Grande île perdrait chaque année 14,5 % de son PIB**, soit 1,5 milliard de dollars.

commencent à entrer dans une phase de crise coordonnées ne sont pas menées au plus vite. « *Il faut agir vite et ensemble pour répondre à la situation de crise actuelle, mais également, préparer la résilience en vue d'affronter les mois et les années à venir* », affirme la représentante du PAM, Fatimata Sidibe.

Insécurité alimentaire : le Grand Sud en situation de crise - Appel du PAM pour une intervention rapide. Les communautés

alimentaire qui risque de s'aggraver si des actions de réponse

Trois ressortissants chinois ont été arrêtés pour agression sexuelle, tentative de viol et abus de pouvoir sur leurs employées malgaches.

Vente de jeunes filles malgaches en Chine : un important réseau démantelé. Cinq Malgaches ont été interpellés. Les victimes avaient pu entrer en contact avec leur famille via les réseaux sociaux. Ces jeunes filles une fois arrivées à destination ne se sont pas vues proposer de travail mais ont été mariées de force et violentées. Le réseau aurait déjà vendu une dizaine de filles depuis août 2017.

Corruption basée sur le genre : le Bianco en appelle à la diligence des victimes. Ce type de corruption n'est jamais évoqué au grand jour mais les abus sexuels subis par une employée de la part de leur supérieur hiérarchique sont monnaie courante, aussi bien dans le secteur privé que dans le public et connaissent une recrudescence, selon une enquête menée avec le concours du Pnud. Ces pratiques concernent également des hommes et des enfants. Le Bianco va participer à l'élaboration de plans d'action. Les victimes sont exhortées « *à dénoncer* » et « *à porter plainte* ».

Campagne électorale : l'accès aux médias publics et privés réglementé. Le principe de l'égalité s'appliquera aux médias relevant du service public, le principe de l'équité devra être observé par les médias privés, explique le vice-président de la CENI. Concernant les médias privés, aucune discrimination ne pourra être opérée entre les candidats en mesure de prendre en charge financièrement le coût des créneaux horaires qui leur seront réservés. Les chaînes publiques donneront la parole à tous les candidats mais ces émissions seront payantes. Les candidats qui n'ont pas les moyens devront attendre les émissions gratuites organisées avec la CENI et qui garantiront l'égalité de chances de tous les candidats.

La CNIDH a conclu avec l'Office de la Radio-Télévision Publique de Madagascar (ORTM), un protocole d'accord sur la protection et la promotion des droits humains. L'objectif, selon la présidente de la CNIDH, est de pouvoir faire connaître ses actions et particulièrement rendre publics ses avis et recommandations.



Le projet Toliara Sands contesté. Des organisations de la société civile dénoncent depuis des années ce projet minier qualifié de destructeur de l'environnement et des moyens d'existence des communautés locales. Le député de Toliara dénonce les « mensonges » de ses porte-paroles. Il évoque des risques graves pour la santé publique en raison de la radioactivité générée par l'exploitation de certains produits. Avec l'artiste Théo Rakotavao alias Mikea et les membres de l'association des natifs de la ville de Toliara et de la tribu Masikoro il a pris l'initiative d'une importante manifestation dans la capitale du Grand Sud. Les contestataires du projet font référence aux dégâts sociaux et environnementaux que subirait Tolagnaro du fait de l'exploitation de l'ilménite par QMM. Pour *L'Express*, « une contre-expertise par des organismes indépendants est plus que souhaitable ». Le quotidien suspecte

d'éventuels dessous politiques dans ces manifestations d'opposition au projet, qui risquent de compromettre le chronogramme de démarrage de l'exploitation, prévu pour 2020/2021.

L'EITI exige la publication des informations exhaustives sur les revenus de l'Etat issus des industries extractives, ainsi que sur les paiements significatifs versés par les sociétés pétrolières, gazières et minières. Une demande d'informations supplémentaires pour les quatre sociétés à participation de l'Etat fait partie des recommandations émises par l'EITI International. L'ONG Taratra a exhorté l'Etat à appliquer une loi rendant obligatoire la publication de ces rapports par les sociétés concernées. Elle incite la société civile à lire tous les rapports de l'EITI pour un enrichissement des débats sur la contribution du secteur extractif au développement du pays.

Vers une recrudescence des trafics de bois de rose à l'approche de la présidentielle ? « À Madagascar, les négociants en bois de rose sont des faiseurs de rois, abattant non seulement les arbres mais aussi les gouvernements », affirme une importante enquête menée par l'OCGRP (Organized Crime and Corruption Reporting Project). Suite à la publication de ce rapport qui révèle que les trafics de bois de rose se poursuivent, l'Alliance Voahary Gasy (AVG) et Transparency International (TI) réclament la disqualification de trois candidats à la présidentielle, Marc Ravalomanana, Andry Rajoelina et l'actuel chef de l'Etat. Les deux organisations exhortent tous les candidats à faire connaître publiquement leur position sur la question et à préciser les mesures qu'ils préconisent pour mettre un terme définitif à ces trafics. Elles se déclarent opposées à la vente des stocks saisis et déclarés par les particuliers que le gouvernement souhaite organiser avec le soutien de la Banque mondiale, alors que la plupart des mesures préconisées par la Cites pour combattre ce fléau n'ont pas été mises en œuvre. TI et l'AVG exigent que le gouvernement respecte ses engagements en matière d'investigations et d'enquêtes, afin que ce « crime environnemental international » ne reste pas impuni.

Les exportations d'or encadrées par l'Agence Nationale de l'Or ont fortement chuté en juillet. En cause, l'obligation rappelée par l'administration aux opérateurs de rapatrier les devises issues de ces transactions. La volonté de l'Etat d'instaurer la transparence dans cette branche semble effrayer certains opérateurs. Ayant des craintes pour leur sécurité, les détenteurs de fonds préféreraient opérer dans l'ombre.

Madagascar victime de la culture sur brûlis, montrent des satellites américains haute résolution. La Grande Île est parsemée de points rouges et de nombreuses fumées dans le centre du pays. Les points de feu de brousse recensés ont presque doublé en un an.

La biodiversité du pays est en grand danger, rappelle RFI. Cyclones de plus en plus intenses, perturbation de la saison des pluies, calendrier cultural bouleversé... La population subit déjà les impacts du changement climatique.

Vente de carbone : 70 millions de dollars escomptés. Le programme national de réduction des émissions de gaz à effet de serre ayant été approuvé en juin, Madagascar a la possibilité de vendre 13,7 millions de tonnes de carbone, pour un montant de 70 millions de dollars sur 5 ans. Un décret REDD+ est en préparation pour réglementer les mécanismes internes.

Bras de fer entre la population locale et l'organisme gestionnaire du parc national des Tsingy de Bemaraha. Le litige porte sur le versement de 50 % des droits d'entrée à la commune de Bekopaka, qui prétend ne pas bénéficier des retombées de cette activité pour son développement. Des négociations se sont engagées entre les villageois, les autorités et les différents acteurs. Dans l'attente d'un règlement, les responsables locaux ont décidé de retirer temporairement à Madagascar National Park la gestion du parc. Un accord a été finalement trouvé entre toutes les parties prenantes. La commune sera plus étroitement associée à la gestion du parc et des engagements ont été pris pour la réalisation de diverses infrastructures communales.

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), en partenariat avec le ministère de l'environnement, a lancé un projet de mise en place d'un **Observatoire intégré sur la santé et l'environnement (CHEMOBS)**. Il pourrait, dans une certaine mesure, accompagner la mise en place prochaine d'un centre de stockage de déchets radioactifs d'origine médicale dont l'annonce a soulevé une grande inquiétude.

Sécurisation foncière. Le ministère de l'aménagement du territoire et des services fonciers annonce que les terres occupées mais non immatriculées et/ou cadastrées sont désormais considérées comme des propriétés privées non titrées et pourront être certifiées auprès des communes à travers les guichets fonciers.

La loi sur les Zones économiques exclusives (ZES) a été déclarée par la HCC conforme à la Constitution après réécriture de plusieurs articles. La loi est contestée par la société civile, à l'instar du Collectif Tany qui considère qu'elle ouvre la voie à l'accapement des terres. Madagascar devrait compter à terme quatre ZES. Pour « *Emergence de Madagascar* », qui soutient Andry Rajoelina, « *le régime actuel des ZES est une grande perte pour Madagascar* ». La souveraineté de l'État serait amputée avec ce régime légal trop ouvert aux États et entreprises étrangères. **Le CRAAD-OI et le Collectif Tany demandent que la loi sur les ZES ne soit pas promulguée.** Les deux organisations jugent « qu'il serait plus raisonnable et dans l'intérêt de tous, y compris du président-candidat et de ses proches, que cette loi ne soit pas promulguée, ni avant les élections ni après ». De sérieuses questions se posent, selon eux, sur la séparation du territoire malgache en plusieurs « *Etats ZES* ». Les accapements de terre et la perte de la souveraineté nationale restent présents dans le texte validé par la HCC.

Le Collectif Tany a lancé un **appel à la vigilance** pour faire obstacle à la réalisation d'un **projet portant sur la réaffectation de 138 ha de terrains** sur la commune d'Andranofotsy (district de Maroantsetra), conduisant à l'expulsion des propriétaires et des occupants.

La CNIDH dénonce des **expulsions massives organisées dans la région Sava** par de riches opérateurs économiques malgaches et/ou étrangers, avec la complicité des autorités. Dans un fokontany, 2 000 personnes auraient été expulsées et leurs habitations détruites sous la protection des forces armées. Dans une autre localité, des centaines d'occupants d'un terrain de 53 ha subissent les menaces et représailles d'un opérateur chinois qui se l'est octroyé.

L'accapement de terrains dans la région Sava est aussi le fait des Malgaches qui affluent dans la région, attirés par l'eldorado de la vanille et ses retombées économiques, rapporte *Midi*. Un phénomène d'émigration interne en provenance du Sud-Est qui préoccupe les autorités. Il en résulte de nombreux litiges fonciers. La région serait envahie de squatteurs qui viennent s'implanter sur des terrains titrés et bornés et refusent de quitter les lieux.

Madagascar et le Maroc avancent dans la concrétisation de l'accord cadre de partenariat signé en novembre 2016 avec Mohammed VI. Les deux parties se sont engagées à mettre en œuvre 22 projets touchant de nombreux domaines.

Quelles contreparties aux soutiens reçus par Andry Rajoelina pour son « Initiative pour l'émergence de Madagascar » (IEM) ? s'interroge *La Lettre de l'océan Indien (LOI)*. Le candidat s'attacherait à récompenser les appuis à l'IEM, plateforme de réflexion qu'il a lancée le 26 janvier à Paris. Parmi eux figure une entreprise de pêche marocaine qui aurait fait l'objet d'un redressement judiciaire dans son pays en 2010.

La Chine a accordé un don de 30 millions de dollars pour la construction de la « route des œufs », axe de 19 km desservant les communes environnantes de Mahitsy, dans la banlieue nord de la capitale. Elle a confirmé son engagement à réaliser **200 forages pour l'approvisionnement en eau potable de la région de Morondava et à réhabiliter la RN5A Ambilobe-Vohémar** qui relie les régions Diana et Sava, pour un montant estimé à 158 millions de dollars. L'UE aurait fort peu apprécié que ce chantier soit confié à une entreprise chinoise.

La Chine, la Corée du Sud, les États-Unis et l'Inde prospectent dans la région Menabe pour y implanter des usines et commercialiser les produits locaux. Un projet de **partenariat Madagascar-Vietnam** a vu le jour pour soutenir le développement rural et booster les rendements rizicoles très faibles de la Grande île.

Signature d'une convention de partenariat entre le Bianco et l'agence de coopération allemande GIZ. La coopération portera plus particulièrement sur les secteurs d'intervention de la coopération allemande : la décentralisation et l'environnement.

Dans son dernier point sur la situation économique, la Banque mondiale note que **l'économie malgache connaît une croissance soutenue depuis cinq ans** mais que celle-ci **n'est pas suffisamment inclusive** pour réduire significativement la pauvreté. Les bonnes performances macroéconomiques ne sont pas ressenties par la population. D'après la Banque, 78 % des Malgaches vivaient avec moins de 1,9 dollar par jour il y a cinq ans, et ils sont aujourd'hui 75 %.

Pour la Coface, « l'organisation des élections présidentielles présente un risque non négligeable ». Dans son dernier classement risques-pays, elle place encore Madagascar dans la catégorie D qui regroupe les pays à risques très élevés pour les investissements.

Les incertitudes de la conjoncture pré-électorale pèsent sur les activités d'importation. Les opérateurs jouent la carte de la prudence et diffèrent leurs décisions d'investissement.

Jirama : un gap de 500 milliards Ar par an dû aux arriérés des ministères et institutions. En dépit de cette situation qui perdure depuis de longues années, les mauvais payeurs n'ont pas été sanctionnés. Ce manque à gagner annuel est d'une centaine de milliards Ar supérieur à la subvention que la Jirama a reçu de l'État en 2017.

Produits pétroliers : la vérité des prix imposée par le FMI risque de menacer la paix sociale, selon *Tribune*. Une nouvelle hausse du prix des carburants est inévitable, indique le gouvernement. Il resterait encore 500 Ar d'écart entre le prix de référence calculé et le prix à la pompe. Le rattrapage exigé devrait se poursuivre par étapes. L'écart était jusqu'ici comblé par le budget de l'Etat qui versait des subventions aux pétroliers.

Le mouvement de grève des enseignants du public n'a pas eu de répercussion significative sur les premiers examens officiels. Le syndicat des enseignants Sempama Nosy a suspendu son mot d'ordre de grève sans renoncer à ses revendications. Il a demandé aux enseignants des classes d'examen de reprendre les cours afin de préparer au mieux les élèves à affronter les épreuves du BEPC et du baccalauréat qui vont se tenir dans les semaines à venir.